

RÉVISION DU SYSTÈME DE RETRAITE

Le recul de l'UGTA

La Centrale syndicale UGTA veut-elle jouer les prolongations dans le dossier portant révision de certaines dispositions de retraite ? Tout porte à le croire. La rencontre à huis clos qui a regroupé, le week-end dernier, le secrétariat national avec les secrétaires généraux des fédérations, sous la présidence de Sidi Saïd, laisse penser que l'UGTA veut rattraper le terrain perdu dans ce dossier.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon des indiscrétions, la rencontre en question a permis aux cadres syndicaux de l'UGTA d'exprimer leur mécontentement, mais surtout celui de la base syndicale et des travailleurs, suite à la décision prise par la tripartite au sujet de la révision de certaines dispositions relatives au départ à la retraite. A ce propos, nos sources laissent croire que l'UGTA, à travers ses représentants au sein de la commission de révision plaidera pour le principe de la suppression de la disposition portant la retraite proportionnelle.

Quant aux autres dispositions telles que la retraite anticipée et celle sans condition d'âge, les représentants de la Centrale syndicale avanceront des arguments à même de les maintenir en l'état,

arguant que «seule le système de départ à la retraite proportionnelle risque de provoquer des déséquilibres pour la Caisse nationale de retraite (CNR)».

Les propositions de l'UGTA seraient également d'ordre technique, puisqu'on indique que «la proposition de prendre en considération les métiers spécifiques sera largement défendue». Cette montée au créneau de l'UGTA fait suite à l'autre montée au créneau, en l'occurrence celle des syndicats autonomes qui semblent occuper sur ce chapitre le terrain de la revendication syndicale.

Pour rappel, l'annulation de certaines dispositions relatives au départ à la retraite décidée à l'issue de la dernière tripartite a soulevé la colère des syndicats notamment ceux se revendiquant d'autonomes.



Sidi Saïd, SG de l'UGTA.

Ainsi, des syndicats du secteur de l'éducation ont réagi à la décision de la dernière tripartite portant annulation de la retraite proportionnelle. L'Unpef et la Fédération de l'éducation affiliée au Snapap ont fortement critiqué cette mesure qui symbolise «une atteinte aux acquis sociaux des travailleurs».

«A l'heure où on attendait une amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs de la Fonction publique, le gouvernement nous surprend avec une décision prise en concertation avec l'UGTA qui ne représente nullement les travailleurs», écrit l'Unpef dans un communiqué qu'il a rendu public. Selon l'Unpef

l'Etat a, une nouvelle fois, fait fi des conventions internationales ratifiées par l'Algérie et de la loi qui stipule, pourtant, respect de la liberté et de la pluralité syndicale. Il est injuste, estime l'Unpef que le patronat soit représenté par 10 organisations alors que les travailleurs, notamment de l'éducation, n'ont pas été légitimement représentés. Même son de cloche du côté de la fédération du secteur de l'éducation affiliée au Snapap.

La fédération du secteur de l'éducation «dénonce énergiquement et d'une façon catégorique la révision du système de retraite proportionnelle» qu'elle qualifie de « mascarade ». Il s'agit, précise le syndicat, d'une atteinte à «un acquis irréversible».

Le syndicat Snapap du secteur de l'éducation prévient qu'il usera de toutes ses forces et instruments légaux en vigueur pour défendre ce droit acquis. Il lance un appel à toutes les organisations syndicales autonomes et tous les travailleurs de bouger en restant vigilants.

A. B.

SÉTIF

Émeutes
à Aïn Arnat

La localité d'Aïn Arnat, située à 7 kilomètres du chef-lieu de wilaya, a vécu, dans la soirée de dimanche dernier, de violentes échauffourées entre ses habitants et les brigades anti-émeutes. Ainsi, des édifices publics ont été attaqués, des véhicules de particuliers saccagés et des panneaux de signalisations et des lampadaires détruits.

Une trentaine de personnes ont été interpellées par les services de sécurité. Ces actes de violence sont intervenus suite à la décision des responsables locaux et notamment le chef de daïra d'attribuer une partie des logements sociaux destinés préalablement aux habitants d'Aïn Arnat à ceux occupant les bidonvilles de la cité Chouf-Lekdad, dépendante de la daïra de Sétif et ce, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RPH). Une décision qui a suscité la colère des habitants d'Aïn Arnat qui se sont estimés être victimes de la hogra et de la marginalisation.

Les protestataires ont réclamé l'annulation de cette décision et la présence du wali. En attendant l'hypothétique venue du premier magistrat de la wilaya, les contestataires s'en sont pris, à coups de pierres, aux sièges de l'APC et de la daïra.

Ces derniers se disent déterminés à aller jusqu'au bout pour recouvrer leurs droits menacés par une «spoliation». Les manifestants ont, par ailleurs, fermé à la circulation la route nationale n°5 au moyen de branchages et de pneus brûlés. Les forces anti-émeutes réquisitionnées pour la circonstance ont fait usage de bombes lacrymogènes pour déloger les manifestants qui occupaient le siège de la daïra et disperser la foule des protestataires. Jusqu'à hier après-midi, la tension était toujours perceptible dans la ville. Les habitants sont unanimes: ils exigent l'annulation pure et simple de cette décision «dépourvue de sens».

«Ces logements appartiennent uniquement aux habitants de la ville d'Aïn Arnat. La liste des bénéficiaires a été affichée et même un tirage au sort, désignant l'appartement de chacun, a été effectué.

On attendait juste de recevoir nos clés. Et maintenant on vient nous dire que ces logements ne seront pas pour nous, mais pour des gens étrangers à la ville et qui n'y résident même pas. Il n'est pas question pour nous d'accepter cette décision irréflectible qui va nous priver d'un toit décent qu'on attendait depuis des années.

Imed Sellami

CODE ÉLECTORAL

Vers la suppression des
articles de la discorde

Et si, finalement, les articles 73 et 94, de la discorde, du projet de loi portant régime électoral n'étaient que pure opération de diversion, encore une du pouvoir, à l'effet de «détourner» l'attention d'une partie de l'opposition sur d'autres dispositions tout aussi «dange-reuses» contenues dans l'autre projet de loi portant haute instance indépendante de surveillance des élections ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Tout, vraiment tout porte à le croire puisque les deux dispositions qui ont suscité et suscitent la vive inquiétude de l'opposition qui y décèle une velléité à peine dissimulée du pouvoir à verrouiller davantage la scène politique nationale en faisant le «deuil du multipartisme», seraient sur le point d'être «amendées» voire carrément supprimées.

Et ce n'est pas n'importe quelle personne qui le soutient puisqu'il s'agit du chef du groupe parlementaire du parti pivot du pouvoir, le FLN. Hier, en marge de la plénière de l'APN consacrée à l'adoption de pas moins de six projets de lois, Mohamed Djemai n'a pas été par trente-six chemins pour signifier toute la désapprobation du vieux front à l'égard de ces deux dispositions.

«Nous, au FLN, plus qu'au sein d'autres partis, nous sommes soucieux de la démocratisation de la vie politique et ce n'est certainement pas avec ce genre d'articles que nous y arriverons», affirmera-t-il.

Et d'inviter son collègue Lakhdar Benkhellaf, à faire le maximum de propositions d'amendements et

d'être surtout présents en masse en travaux de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'assemblée et lors de la séance de vote prévue, après-demain jeudi». Le député et cadre du FJD, qui nous a fait part, quelques moments auparavant, de tractations avec les députés du FLN allant dans le sens d'atténuer de la «teneur» de ces deux articles ou de les supprimer tout simplement, s'est montré confiant quant à l'aboutissement de ce travail de coulisses qui, certainement, ne sera pas du goût du RND dont les députés appuient fortement ledit projet de loi et notamment ces deux dispositions.

Des articles qui exigent au moins 4% des suffrages lors des précédentes échéances pour l'admission du dossier de candidature aux élections législatives ou locales.

L'on a appris, dans ce sens, qu'une centaine d'amendements plus exactement 96, ont été déposés jusqu'à hier lundi auprès de ladite commission.

Pour revenir à l'un des articles de la discorde, le 73, le projet dispose que «sont retenues les listes de candidature aux Assemblées populaires communales et de wilaya des partis ayant obtenu au moins 4% des suffrages exprimés dans la circonscription électorale de candidature ou des partis comptant au moins dix (10) élus dans les assemblées populaires locales de la wilaya concernée».

Faute de quoi, ces partis devront récolter 50 paragraphes pour chaque siège à pourvoir dans la même circonscription électorale. Pour ce qui est des élections législatives, le nombre de signatures requises au cas où un parti n'a pas eu 4% des

suffrages exprimés lors des dernières législatives ou 10 élus locaux dans la même circonscription électorale, est de 250 pour chaque siège de député à pourvoir.

Mais il n'y a pas que ces conditions qui posent problème aux yeux des députés de l'opposition qui s'interrogent sur la référence faite aux dernières élections législatives et locales entachées, à leurs yeux, d'«irrégularités» et d'une «fraude sans précédent».

Aussi, ne proposent-ils pas de reporter l'application de ces dispositions au moins après les échéances de 2017, à condition, bien entendu, que ces dernières se déroulent sous la férule d'une haute instance indépendante de supervision qu'elle ne cesse de revendiquer.

D'où la question ; quid du projet de loi portant institution d'une haute commission indépendante de surveillance des élections qui suscite autant, sinon plus, de réserves de la part des partis de l'opposition qui en font un de leurs chevaux de bataille ?

Pour Djemai, de par sa seule composante puisque constituée de moitié de magistrats, cette instance est à même de conférer aux futurs scrutins «transparence et régularité requises».

«A moins de douter de l'intégrité et de la compétence de ces magistrats de plus en plus jeunes», ajoutera-t-il, avec ironie, comme pour signifier à l'opposition via Benkhellaf qu'il faudra «se contenter de ce recul» à même de l'amener à prendre part aux prochains rendez-vous électoraux.

M. K.